Cadre unique d'appui

Algérie 2014-2017

RÉSUMÉ

Le cadre juridique des relations entre l'UE et l'Algérie est l'accord d'association (AA) signé en avril 2002 et entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005. Un plan d'action de la politique européenne de voisinage (PEV) est actuellement en cours de négociation.

L'UE cherche à établir des relations étroites avec l'Algérie, son voisin géographique, et à soutenir les réformes économiques et politiques de ce dernier. Les grandes priorités stratégiques sont les suivantes: soutenir le renforcement de la démocratie, le respect de l'État de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment l'égalité des genres, et contribuer ainsi à la stabilité du pays à long terme; soutenir un développement économique durable et inclusif, réduire les inégalités sociales et régionales, promouvoir la diversification de l'économie, qui est importante pour la création d'emplois, particulièrement pour les jeunes, améliorer le niveau de vie, garantir l'approvisionnement en énergie de l'UE; instaurer un partenariat étroit entre les habitants et la société civile; le partenariat, permettant de s'attaquer aux défis que pose la sécurité (y compris dans la région du Sahel) et de réduire les tensions régionales, afin de favoriser une coopération et une intégration plus étroites dans le Maghreb conformément aux objectifs déclarés de la politique de l'UE.

À la suite de vastes consultations avec le gouvernement, la société civile et d'autres donateurs, et en tenant compte des priorités de réformes du gouvernement et des principes d'efficacité de l'aide, un consensus a été atteint sur les trois secteurs d'intervention prioritaires à financer grâce à l'enveloppe nationale 2014-2017:

- **Réforme de la justice et renforcement de la participation citoyenne à la vie publique**

L'Algérie doit renforcer sa gouvernance dans le secteur de la justice et les institutions qui garantissent l'État de droit et le régime démocratique. Il convient de remédier aux lacunes telles que le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire, le faible taux de participation des citoyens à la vie publique ou la piètre efficacité du secteur public.

- **Réforme du marché du travail et création d'emplois**

Le chômage est un problème majeur en Algérie, en particulier pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Le taux de chômage parmi les jeunes est deux fois plus élevé que le taux de chômage général, et cette tendance suit une courbe ascendante alors que de nouvelles générations arrivent sur le marché du travail, notamment les femmes (qui représentent aujourd'hui moins de 20 % de la main-d'œuvre). Un système éducatif performant, qui comprend une réforme en profondeur du système d'assurance de la qualité et qui crée des passerelles directes avec les besoins du marché du travail local et régional, constitue la base de l'insertion professionnelle des jeunes.

- **Soutien à la gestion et diversification de l'économie**

L'économie algérienne est largement tributaire du secteur des hydrocarbures. Au-delà de la croissance économique actuelle, cette situation pourrait entraîner une grande instabilité macroéconomique. Par conséquent, les activités de l'UE dans ce secteur soutiendront les efforts du gouvernement dans ce domaine, grâce à un investissement dans l'analyse des moyens permettant de parvenir à une diversification économique durable, orientée vers une économie verte et à faibles émissions de carbone, à un renforcement du secteur privé, à la privatisation d'une grande partie du secteur public, à l'amélioration du climat des affaires et à la création progressive d'une véritable économie de marché.

Outre le financement des secteurs prioritaires, une enveloppe en faveur du renforcement des capacités et une autre en faveur de la société civile sont prévues.

<i>Dotation indicative 2014-2020</i>	221 000 000 – 270 000 000 EUR	
<i>Dotation indicative pour la 1^{ère} période (2014-2017)</i>	121 000 000 148 000 000 EUR	–
<i>Ventilation pour la 1^{ère} période</i>		
<i>Réforme de la justice et renforcement de la participation citoyenne à la vie publique</i>	25 %	
<i>Réforme du marché du travail et création d'emplois</i>	30 %	
<i>Soutien à la gestion et diversification de l'économie</i>	30 %	
<i>Appui complémentaire au renforcement des capacités et à la société civile</i>	15 %	